

Etat des lieux

Agenda 21 de Saint-Ouën-des-Toits



Sommaire

PREAMBULE.....	5
Introduction	6
Les différentes échelles territoriales influant sur Saint-Ouën-des-Toits.....	7
EQUILIBRES SOCIO-ECONOMIQUES	9
Le potentiel humain	10
➤ Le solde démographique.....	10
➤ Le vieillissement de la population	11
➤ La formation	11
La population active.....	12
➤ Forme et condition d'emploi	12
Le paysage social.....	13
➤ La structure sociale	13
➤ Niveau de vie, pauvreté et précarité	14
Dynamique économique.....	15
➤ Le bassin d'emploi.....	15
➤ Effet 'Commune dortoir'	15
EQUILIBRES SPATIAUX	16
Occupation de l'espace.....	17
➤ Formes urbaines.....	17
➤ Mode de peuplement et consommation de l'espace	18
Mobilité.....	19
Agriculture	20
EQUILIBRES ECOLOGIQUES	21
Gestion de l'eau et des milieux	22
➤ Réseau hydrographique	22
➤ Approvisionnement et assainissement.....	23
Patrimoine naturel et biodiversité.....	24
Déchets	25
➤ Gestion et production de déchets	25
➤ Tri et valorisation	26

PREAMBULE

INTRODUCTION

TERRITOIRES INFLUANT SUR LA COMMUNE DE SAINT-OUEN-DES-TOITS

Introduction

Ce document s'appuie sur un certain nombre de données visant à caractériser la commune de Saint-Ouën-des-Toits et d'en dresser plusieurs portraits dans le temps. Divers domaines sont étudiés et regroupés en trois grandes parties : équilibres socio-économiques, équilibres spatiaux et équilibres écologiques.

Les principaux éléments qui caractérisent la commune à l'aune du développement durable sont exposés d'une manière synthétique afin d'en dégager les grandes problématiques. Tous concourent à susciter des échanges et le débat sur ces thèmes grâce au premier éclairage objectif qu'ils apportent. En outre, le lecteur ne doit pas perdre de vue qu'il y a toujours des rapports entre les indicateurs statistiques.

L'étude d'un territoire communal n'est pertinente que si les données mises en avant sont comparées avec celles des différents territoires ayant sur ce dernier une influence directe ou indirecte. Ce que l'on constate trouve souvent une explication dans des phénomènes touchant d'abord l'ensemble de la population française. L'intérêt d'une telle approche comparative est de mettre précisément l'accent sur les spécificités locales. Ainsi, un rapide portrait des différents territoires environnant Saint-Ouën-des-Toits est exposé dans un premier temps.

Les différentes échelles territoriales influant sur Saint-Ouën-des-Toits

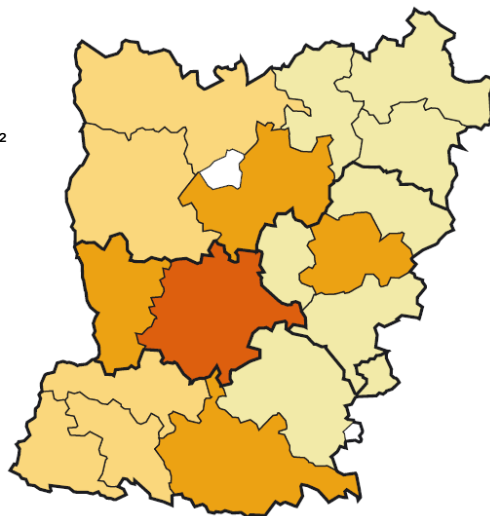
Au sein du département de la Mayenne, Saint-Ouen-des-Toits est une commune rurale dont la population augmente chaque année depuis la fin des années 60. Elle fait partie de la communauté de communes du Pays de Loiron issu dans les années 2000 de la transformation du District du Pays de Loiron en établissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I)¹. La démographie et ses composantes sont de premiers éléments appréciables pour mesurer l'attractivité et la vitalité d'un territoire. L'évolution démographique de Saint-Ouen est ici mise en perspective avec celui des autres territoires influant sur son évolution.

La Mayenne est un département rural redevenu attractif au cours du XXI^e siècle

Moyenne Mayenne : 55 hab. au km²
Moyenne Pays de la Loire : 100 hab. au km²
Moyenne France : 108 hab. au km²

Densité
(nombre d'habitants/km²)

- 204 ou plus
- de 57 à moins de 204
- de 38 à moins de 57
- moins de 38
- hors EPCI



© IGN - Insee 2006
Source : Insee - Recensement de la population 1999

Au début du XXI^e siècle, le département comptait plus de 310 000 habitants. Durant cette période, la population baissait d'année en année. La migration de personnes de la campagne vers les villes est caractéristique de l'histoire des pays industrialisés. En France, l'exode rural s'est terminé entre à la fin des années 60 et au début des années 70. C'est à peu près jusqu'à cette période que la population mayennaise a décliné atteignant 250 000 habitants. Depuis lors, la population départementale a retrouvé un dynamisme démographique positif. Au dernier recensement (2006), on dénombrait presque 300 000 Mayennais. Ceci représente un peu moins de 9% de la population régionale et en fait le département le moins peuplé de la région des Pays de la Loire.

¹ Le regroupement des 15 communes du Canton de Loiron remonte à 1965 par la création d'un Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) qui évoluera dans les années 1990 en District.

La population lavalloise s'est stabilisée dans les années 70 après avoir doublée

La ville de Laval s'est inscrite dans un dynamisme démographique différent de celui de la plupart des communes rurales du département. Si ces dernières connaissaient une baisse démographique amorcée à la fin du XIX^e siècle et continue, la population lavalloise était stable. Dans les années 20, Laval a engagé une phase de croissance constante jusqu'au milieu des années 70 passant ainsi de 30 000 à 50 000 habitants. Le niveau de sa population demeure depuis à un niveau comparable. Un Mayennais sur six y réside aujourd'hui contre un sur dix au début du XXI^e siècle.

Depuis cette date, le dynamisme démographique s'est reporté sur les communes périphériques

L'aire urbaine lavalloise comprend le pôle urbain formé de Laval, Changé et Saint-Berthevin et de la couronne périphérique comprenant 35 communes de divers cantons. Toutes ont plus de 40% de leurs résidents actifs travaillant dans le pôle urbain. Depuis 1975, le poids de l'ensemble de ces communes n'a cessé de croître au sein de cette grande zone.

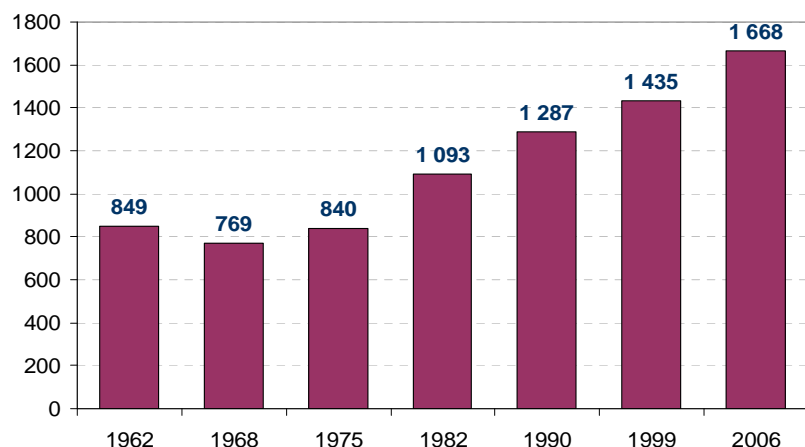
Répartition de la population entre le pôle urbain lavallois et la couronne périphérique

	1975	1982	1990	1999	2006
Aire urbaine					
population	83 320	92 009	97 658	102 573	107 718
Pôle urbain					
population	58 443	58 873	61 178	62 729	62 870
proportion	70%	64%	63%	61%	58%
Couronne périurbaine					
population	24 877	33 136	36 480	39 844	44 848
proportion	30%	36%	37%	39%	42%

Saint-Ouën-des-Toits s'inscrit dans cette dynamique

La commune a vu son nombre d'âmes baisser progressivement du début du XXI^e siècle jusqu'en 1968, date du recensement où la population comptait 769 personnes, son plus bas niveau depuis plus de 100 ans. Une nouvelle phase de croissance démographique a ensuite été amorcée et ne se dément toujours pas aujourd'hui.

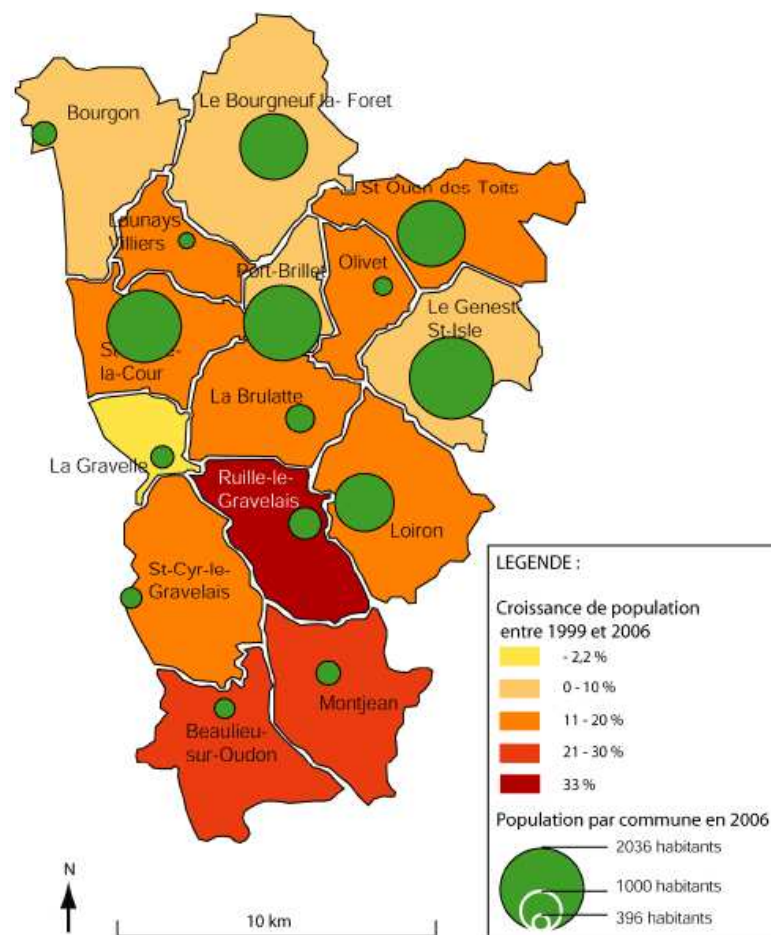
Evolution démographique Saint-Ouen-des-Toits de 1962 à 2006



Source : Insee - Recensements de la population

Portrait du Pays de Loiron

La commune fait partie de la communauté de communes du Pays de Loiron avec quatorze autres communes représentées sur la carte ci-dessous.



Source : Insee - Population légale 2006

Une forte croissance démographique anime le Pays de Loiron depuis plusieurs décennies. Entre 1999 et 2006, le nombre d'habitants a augmenté de 11,3%. L'ensemble des communes contribue à cet élan, mis à part la commune de La Gravelle. Cette croissance, qui porte le nombre de ses habitants à près de 16 000, est le fait d'un solde naturel positif et des flux migratoires redevenus positifs à partir de la fin des années 1990.

EQUILIBRES SOCIO-ECONOMIQUES

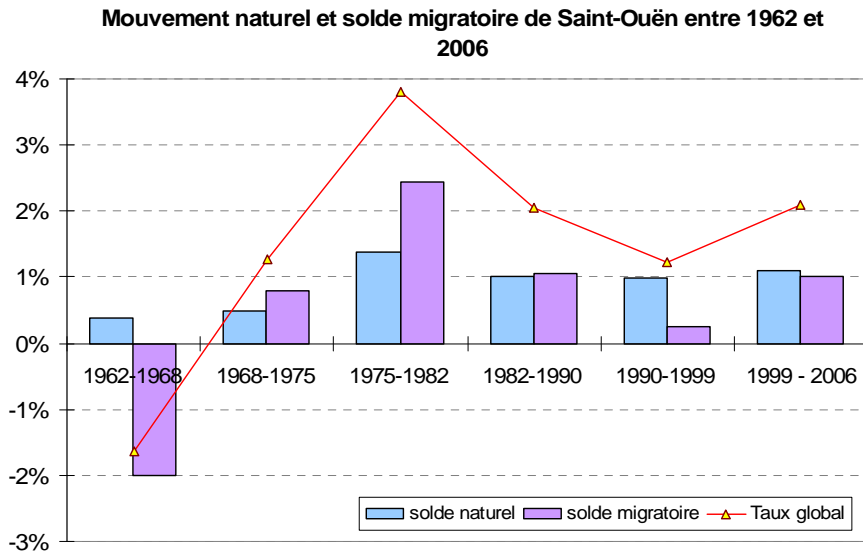
Le potentiel humain

➤ Le solde démographique

Indicateurs : Mouvement naturel (Natalité, Mortalité) & solde migratoire

Source : Recensements Insee

L'évolution démographique d'une commune est le fruit de deux tendances. La première relève du bilan naturel (natalité et mortalité) et la seconde des migrations (départ et arrivée de nouveaux habitants).



Une croissance démographique soutenue depuis 40 ans avec un pic au début des années 1980

Depuis le recensement de 1968, la croissance démographique de la commune repose sur un solde naturel positif et peu variable à l'inverse des mouvements migratoires. En effet, l'arrivée de nouveaux habitants a été plus fluctuante avec une tendance à la hausse jusqu'au début des années 1980. Cette tendance s'est ensuite inversée pour rebondir de nouveau au début des années 2000.

Un mouvement naturel positif résultant d'une natalité élevée et d'une faible mortalité

En 1999 et 2006, la natalité et la mortalité de Saint-Ouën était respectivement à un niveau supérieur et inférieur de ceux des moyennes départementales et nationales.

Evolution de la natalité et de la mortalité de la commune et d'autres territoires (1999-2006)

Territoire	Saint-Ouën		Pays de Loiron		Département		France	
Années	1999	2006	1999	2006	1999	2006	1999	2006
Taux de natalité (‰)	13,40	17,00	12,70	15,60	12,50	13,50	12,90	12,90
Taux de mortalité (‰)	3,60	5,70	7,40	7,40	9,00	9,00	9,10	8,80

Ces observations apportent de premiers éléments pour apprécier l'âge de la population Saint-Ouënnaise. En effet, un faible taux de mortalité est souvent révélateur de la faible proportion de personnes âgées voire très âgées. A l'inverse, un fort taux de natalité laisse suggérer qu'une forte proportion de la population est dans la tranche d'âge où il est commun d'avoir des enfants.

Le potentiel humain

➤ Le vieillissement de la population

Indicateur : Nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus rapporté au nombre des personnes de moins de 20 ans

Source : Recensements Insee

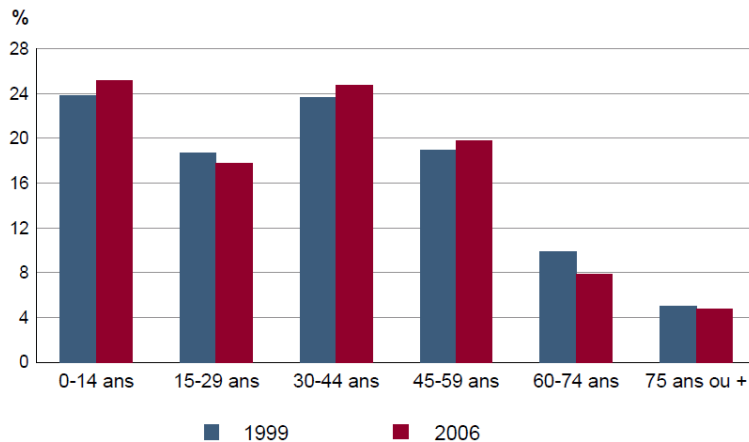
Evolution de l'indice de vieillissement de la commune et d'autres territoires (1999-2006)

Territoire	Saint-Ouën		Pays de Loiron		Département		France	
	1999	2006	1999	2006	1999	2006	1999	2006
60 ans et plus	15,5%	12,6%	20,9%	18,3%	23,3%	22,9%	21,3%	21,4%
Moins de 20 ans	31,2%	31,5%	27,4%	28,8%	25,6%	25,9%	24,6%	24,8%
Indice de vieillissement	49,6	40,0	76,2	63,6	90,9	88,2	86,8	86,2

L'indice de vieillissement est le rapport entre le nombre de personnes de plus de 60 ans et les moins de 20 ans. Pour un territoire donné, plus il est élevé et plus cela indique combien la part des personnes âgées est importante.

Une commune rurale particulièrement jeune

La proportion des personnes âgées de plus de 60 ans a diminué entre 1999 et 2006. L'histogramme ci-dessous vient préciser ce constat. Si la diminution relative des 15-29 ans et l'augmentation des 30-59 ans indiquent quelque peu que la population vieillit, cela est bien loin de l'ampleur du phénomène national du vieillissement de la population.



Source : Insee - Recensements de la population

➤ La formation

Indicateur : Part la population de plus de 15 ans possédant ou non un diplôme inférieur ou supérieur au niveau du bac

Source : Recensements Insee

Evolution de l'indice de vieillissement de la commune et d'autres territoires (1990-2006)

Territoire	Saint-Ouën		Pays de Loiron		Département		France	
	1990	2006	1990	2006	1990	2006	1990	2006
Part non diplômés	28,6%	14,1%	40,0%	24,0%	35,9%	23,5%	29,1%	19,5%
Part diplômés niveau < Bac*	51,6%	45,0%	49,1%	48,4%	49,7%	47,5%	49,2%	43,1%
Part diplômés niveau > Bac**	5,8%	23,1%	4,3%	13,7%	6,4%	15,7%	11,1%	22,4%

* CEP, BEPC, CAP et BEP

** Tout diplôme supérieur au Bac

Une population plus diplômée au fil des années

Les proportions exposées dans le tableau résultent à la fois d'une augmentation du nombre de personnes diplômées couplée à une baisse de celles n'en possédant pas. En effet, il y avait 592 personnes diplômées à un niveau inférieur, équivalent ou supérieur au baccalauréat en 1990 contre 972 en 2006. Quant aux personnes non diplômées, on comptait respectivement 237 et 160 en 1990 et 2006.

La population active

➤ Forme et condition de l'emploi

Indicateurs : Proportion des actifs et statuts des actifs d'après le droit du travail

Source : Recensements Insee

Evolution du nombre d'actifs et de leur statut de la commune et d'autres territoires (1999-2006)

Territoire	Saint-Ouën		Pays de Loiron		Département		France*	
Années	1999	2006	1999	2006	1999	2006	1999	2006
Total des actifs	694	889	6729	7930	-	-	-	-
Proportion des statuts des actifs								
Chômeurs	6,3%	5,2%	6,0%	4,9%	7,5%	7,1%	12,9%	10,8%
Non salariés	16,3%	12,1%	16,4%	12,9%	16,8%	14,6%	10,8%	10,5%
CDI + Fonction publique	69,3%	72,3%	64,4%	69,8%	62,5%	66,2%	64,6%	66,7%
CDD	3,3%	6,1%	6,6%	6,4%	7,0%	6,7%	6,6%	7,3%
Autres précaires	4,8%	4,3%	6,6%	5,9%	6,3%	5,4%	5,1%	4,6%

*France métropolitaine

Précisions

- *Chômeurs* : le taux calculé ne prend pas en compte la population dite « inactive » (étudiants, retraités...). Le but recherché ici est de dresser une partie du portrait des travailleurs. Lorsque l'on en prend en compte toute la population - le taux de chômage tel qu'il est habituellement employé - est moins élevé. Par exemple, pour Saint-Ouen, il est respectivement de **4,7%** et de **4,2%** pour 1999 et 2006.

- Les non salariés regroupent les indépendants, les employeurs et les aides familiaux.

- Les autres précaires sont formés par l'ensemble des apprentis, des emplois aidés, des intérimaires et des stagiaires.

La proportion d'actifs sans emploi est faible

La comparaison entre la moyenne départementale, nationale et celle du Pays de Loiron indique que le taux d'actifs sans emploi de la commune est faible. En 2006, les actifs disposant d'un CDI ou travaillant dans la fonction publique étaient bien représentés parmi tous les actifs Saint-Ouënnais.

Le paysage social

➤ La structure sociale

Indicateur : Evolution des proportions des catégories socioprofessionnelles

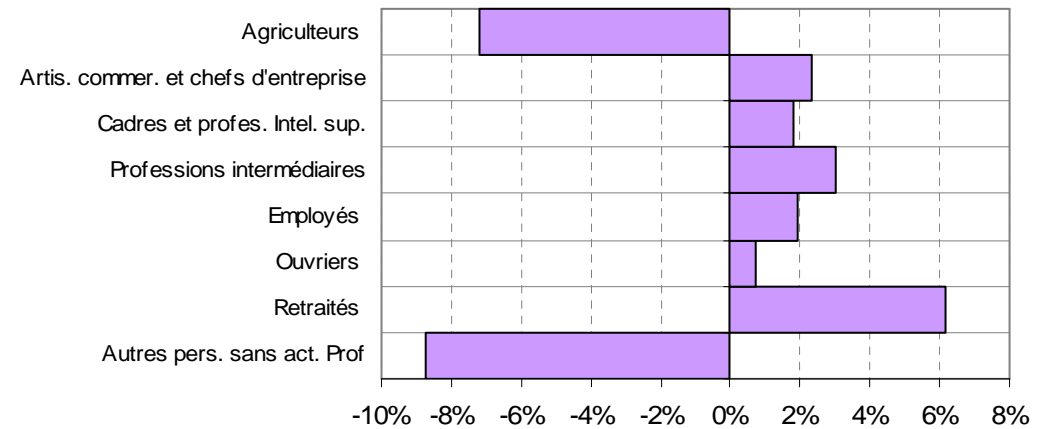
Source : Recensement Insee (1982, 1990, 1999) - Absence de données 2006

Les différentes proportions des catégories socioprofessionnelles à Saint-Ouën-des-Toits (1982-1990-1999)

Catégories socio-professionnelles	Valeurs brutes			Proportion (%)		
	Années	1999	1990	1982	1999	1982
Agriculteurs		64	108	132	4,5%	11,7%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise		48	28	12	3,4%	1,1%
Cadres et professions intel supérieures		56	40	24	3,9%	2,1%
Professions intermédiaires		124	108	64	8,7%	5,7%
Employés		204	148	140	14,3%	12,4%
Ouvriers		192	168	144	13,4%	12,7%
Retraités		224	172	108	15,7%	9,5%
Autres pers. sans act. Prof		516	505	508	36,1%	44,9%

NB : Les valeurs absolues exposées ci-dessus comportent quelques approximations dues à la méthode statistique employée pour les déterminer. L'appréciation générale des proportions de ces catégories ainsi que de leurs évolutions n'est pas impacté.

Evolution de la distribution des professions et des catégories socioprofessionnelles entre 1982 et 1999



Un paysage social en pleine mutation

L'évolution de la distribution des professions et catégories socio professionnelles entre 1982 et 1999 comporte plusieurs tendances :

- La baisse du nombre d'agriculteurs,
- La montée de certaines catégories d'actifs peu représentés au début des années 1980 : *cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, artisans-commerçants...*
- Une hausse également des ouvriers et des employés mais au demeurant moins importante que les catégories qui viennent d'être évoquées,
- Une proportion de retraités qui augmente.

Le paysage social

➤ Niveau de vie, pauvreté et précarité

Indicateurs : Revenus déclarés et population couverte par des minima sociaux
Sources : Direction Générale des Impôts (DGI), Rapport Insee 2006 'Observatoire sociale des territoires de la Mayenne'

Evolution des revenus déclarés par les foyers fiscaux de Saint-Ouën-des-Toits, du Pays de Loiron, du département de la Mayenne et de la France (2001-2007)

	Saint-Ouën			Pays de Loiron			Département			France		
	2001	2007	Evol 2001-07	2001	2007	Evol 2001-07	2001	2007	Evol 2001-07	2002	2007	Evol 2002-07
Ensemble des foyers fiscaux (nombre)	704	804	14,2%	7381	8 046	9,0%	158 403	159 946	1,0%	33 364 223	35 633 851	6,8%
Revenu imposable* moyen	14 448,9 €	22 924,2 €	58,7%	12 768,2 €	20 099,2 €	57,4%	15 215,3 €	19 577,1 €	28,7%	15 538,1 €	21 930,4 €	41,1%
Foyers fiscaux imposés												
Revenu déclaré moyen	20 766,6 €	31 049,7 €	49,5%	18 795,0 €	28 336,4 €	50,8%	22 469,9 €	29 028,7 €	29,2%	24 030,1 €	32 982,3 €	37,3%
Montant moyen des impôts versés	1 726,2 €	1 437,5 €	-16,7%	1 312,6 €	1 026,3 €	-21,8%	1 540,6 €	1 268,0 €	-17,7%	2 569,2 €	2 402,3 €	-6,5%
Foyers fiscaux non imposés												
% Foyers non imposables	46,4%	41,2%	-11,3%	51,5%	47,3%	-8,2%	48,1%	49,5%	3,0%	48,1%	46,4%	-3,5%
Revenu déclaré moyen	7 165,3 €	11 312,7 €	57,9%	7 085,6 €	10 913,6 €	54,0%	7 693,0 €	9 950,4 €	29,3%	6 381,1 €	9 171,4 €	43,7%

*Le revenu imposable est constitué des revenus, bénéfiques et gains de toute sorte du contribuable ainsi que des membres de son foyer fiscal sur une année.

Chiffres clefs 2004 :

Pauvreté (revenus inférieurs à 735 euros par mois et par unité de consommation pour vivre)

Mayenne : 9,3 % des foyers touchés

Espace périurbain Lavallois : moins de 4 % des foyers concernés

Taux d'allocataire du RMI

Mayenne : 1,7% des personnes âgées de 25 à 59 ans

Pays de Loiron : entre 0,5 et 0,8% de la population

Population couverte par des minima sociaux (Revenu Minimum d'Insertion, Allocation Adulte Handicapé, Allocation de Parent Isolé ou Allocation Supplémentaire du

Fonds Solidarité Vieillesse)

Mayenne : 6,8% des ménages ne disposent pour vivre que de la perception des minima sociaux

Pays de Loiron : moins d'un ménage sur 20

Au niveau du Pays de Loiron, peu de ménages sont dépendants des minima sociaux

Nombre de critères renseignent sur la faible proportion de ménages en situation de précarité.

D'un côté, depuis les années 2000, les revenus déclarés par les Saint-Ouënnais ont grimpé plus vite que la moyenne départementale et nationale et la part des foyers n'étant pas assujettis à l'imposition a baissé. De l'autre côté, la proportion des ménages du canton dépendante des minima sociaux est l'une des plus faibles du département.

En outre, l'exclusion prolongée d'une personne du marché du travail est également un critère de précarité. Le taux d'allocataires du RMI parmi la population du Pays de Loiron est l'un des plus bas du département.

Dynamique économique

➤ Le bassin d'emploi

Indicateurs : Nombre d'emplois par commune, répartition des emplois par secteur économique

Source : Recensements Insee (1999) - Absence de données 2006

Le bassin d'emploi de Saint-Ouën-des-Toits comparé à celui de communes du Pays de Loiron (1999-2006)

Communes du Pays de Loiron	Loiron	Bourgneuf-la-Forêt	Saint-Ouën	St-Pierre-la-Cour	Port-Brillet	Genest-St-Isle		
Repère démographique								
Population 1999	1273	1537	1435	1638	1814	1907		
Population 2006	1449	1629	1668	1817	1903	2030		
Nombre d'emplois dans les zones								
1999	436	464	251	593	790	444		
2006	614	537	289	688	942	602		
Répartition des emplois par secteur économique en 1999								
Agriculture	17%	27%	26%	5%	2%	21%	20%	4%
Industrie	1%	11%	8%	31%	44%	34%	22%	18%
Construction	3%	17%	23%	6%	3%	7%	10%	6%
Tertiaire	79%	45%	44%	59%	51%	38%	48%	72%

Le bassin local d'emploi évolue peu voire stagne sur le long-terme

L'augmentation démographique de la commune est plus rapide que le développement du bassin d'emploi. D'autres données issues de recensements antérieurs renseignent même sur une certaine stagnation du nombre d'emplois proposés sur la commune. En 1982 et 1990, c'étaient respectivement 256 et 300 emplois qui étaient alors dénombrés.

L'agriculture occupe une place majeure dans l'économie Saint-Ouënnaise

Malgré la baisse du nombre d'agriculteurs constatés récemment, l'agriculture représente toujours une part importante au sein du tissu économique de la commune.

➤ Effet 'Commune dortoir'

Indicateurs : Nombre d'emplois sur la commune, nombre d'actifs Saint-Ouënnais travaillant sur la commune ou non

Source : Recensements Insee

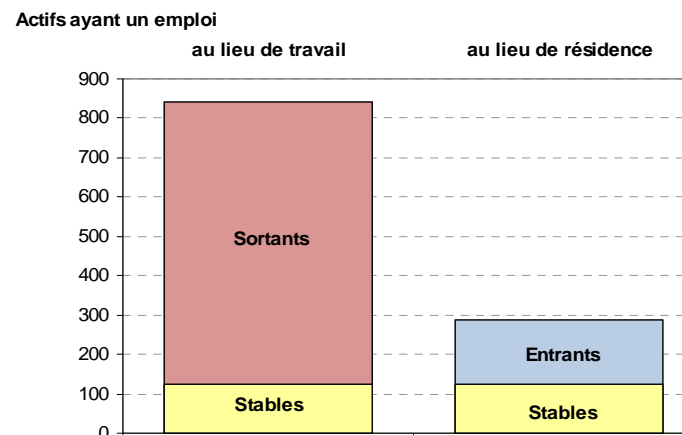
Typologie des actifs en fonction de leur commune d'origine et de leur lieu de travail (1990-1999-2006)

Période	Evolution 1990-99 (%)	1999		2006	
		Quantité	Proportion	Quantité	Proportion
Actifs résidents à Saint-Ouën	16,30%	650		842	
Actifs résidents et travaillant à Saint-Ouën (dits stables)	-19,50%	153	24%	165	20%
Actifs résidents à Saint-Ouën et travaillant sur une autre commune (dits sortants)	34,70%	497	76%	677	80%
Actifs d'autres communes travaillant sur Saint-Ouën (dits entrants)	-	98		124	

Un effet 'Commune dortoir' qui s'accroît avec le temps

La proportion d'actifs résidents sur la commune et travaillant dans une autre augmente d'année en année.

Bilan des déplacements domicile-travail à Saint-Ouën-des-Toits en 2006



EQUILIBRES SPATIAUX

Occupation de l'espace

➤ Formes urbaines

Indicateurs : Nature du parc immobilier (résidences principales, secondaires et logements vacants), pavillons construits lors de projets de lotissement ou non

Source : Recensements, Archives de la mairie (permis de construire etc.)

Répartition des principaux types de logements en 1999 et 2006

	1999		2006	
	Quantité	%	Quantité	%
Maisons	510	92,2	613	91,1
Appartements	19	3,4	42	6,2

Nombre moyen de pièces par résidence principale en 1999 et 2006

	1999	2006
Maison	4,9	5,1
Appartement	2,1	2,6
Moyenne générale	4,7	4,9

Récapitulatif des pavillons construits depuis 1968 à Saint-Ouën-des-Toits

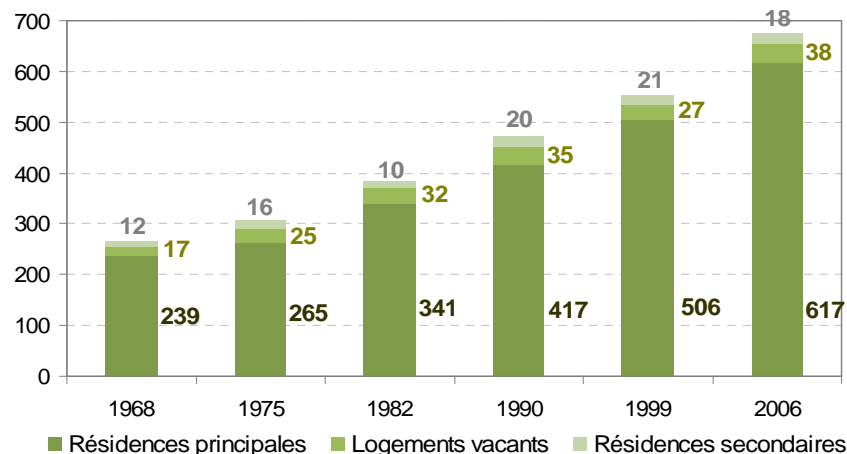
Origine du pavillon	Quantité
Lotissements communaux	214
Lotissements privés	35
Pavillons hors lotissement*	130
Total	379

*Avant 2006

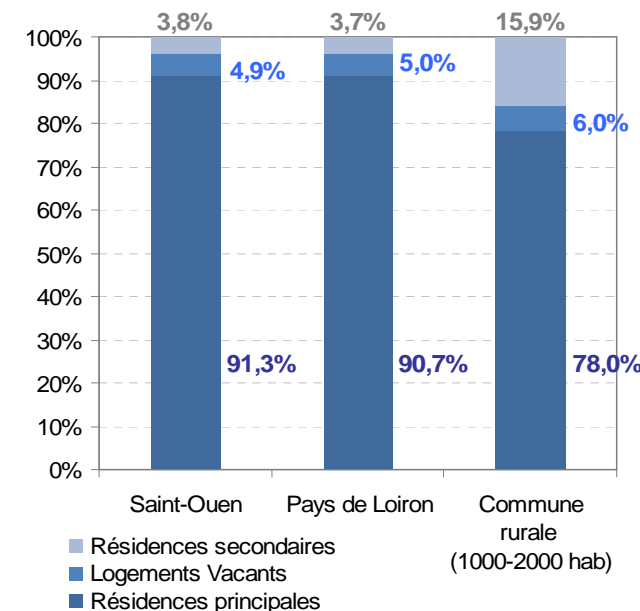
Le taux de résidences principales est élevé

Que ce soit Saint-Ouën-des-Toits ou les communes du Pays de Loiron, on remarque une forte proportion de résidences principales par rapport aux taux de résidences secondaires et de logements vacants. Cette prédominance est plus forte que celle observée en moyenne dans l'ensemble des communes rurales de 1000 à 2000 habitants au niveau national.

La nature du parc immobilier et son évolution (1968-2006)



Comparaison du parc immobilier de la commune avec le Pays de Loiron et les communes rurales (1000-2000 hab)



Un développement continu de pavillons

Une résidence principale désigne tout type de logement occupé par une ou plusieurs personnes de façon habituelle et à titre principal. L'augmentation du nombre de résidences principales sur la commune s'est appuyée fortement sur le développement de maisons d'habitation sur le modèle pavillonnaire comme en témoigne le tableau récapitulatif 'pavillons construits depuis 1968'.

La quasi-totalité des pavillons recensés provient de nouvelles constructions. Les rénovations de vieilles bâtisses représentent un faible volume et n'ont pas été reportées dans le tableau à l'inverse des bâtiments agricoles transformés en logement qui ont été comptabilisés.

Occupation de l'espace

➤ Mode de peuplement et consommation de l'espace

Indicateurs : Surface occupé par les lotissements et les pavillons bâtis hors lotissement

Source : Archives de la mairie (permis de construire etc.)

L'espace occupé par les pavillons Saint-Ouënnais

Situation des pavillons	Quantité	Surface Moyenne (m2)	Surface Totale (hectare - ha)
Lotissements communaux	214	1 186,83	25,39 ha
Lotissements privés	35	1 255,29	4,39 ha
Pavillons hors lotissement dont :	130	N.D.	
Pav. HL < 5000 m2	99	2 089,00	20,99 ha
Pav. HL entre 5000 m2 et 25000m2	21	9 463,14	19,87 ha
Total		1 915,01	70,66 ha

* La surface moyenne occupée par logement dans les lotissements a été obtenue en prenant en compte à la fois la surface des pavillons et celles des infrastructures du lotissement (voirie, parking etc.). Celle qui est indiquée pour tous les pavillons hors lotissement correspond à la surface des parcelles de chaque pavillon.

Près de 71 hectares de terres ont été urbanisées depuis 1968

La construction de pavillons entre 1968 et 2005 a mobilisé un peu plus de 71 hectares sur l'ensemble de la commune. Les maisons construites en dehors de projets de lotissement bénéficient pour la plupart de parcelles plus grandes. Ainsi, s'ils sont moins nombreux, ces pavillons consomment en moyenne nettement plus d'espace.

Les prémices d'une décohabitation ?

Depuis quelques décennies en France, le nombre moyen d'occupants par logement baisse. Les causes sont multiples et résultent de l'évolution de la société*. Toutes conduisent à la décohabitation, terme employé pour exprimer cette érosion qui tranche avec les habitudes du passé où les familles étaient plus rassemblées au sein d'un même logement.

La commune commence à être concernée par cette évolution. Sur l'ensemble des résidences principales, le nombre moyen de personnes y résidant a diminué durant les deux dernières décennies. Cette observation est à corréliser avec l'augmentation de la proportion d'appartements mis en avant dans la partie précédente *Formes urbaines*.

* Exemples de phénomènes : Les étudiants sont de plus en plus nombreux à quitter le domicile familial pour rejoindre une ville, lieu de leurs études. La banalisation du divorce entraîne une recomposition des familles et une hausse des familles monoparentales. La hausse de l'espérance de vie couplée aux politiques de maintien à domicile des personnes âgées est également une cause de décohabitation...

Localisation des pavillons hors de lotissements

Localisation du pavillon	Quantité	Surface Moyenne (m2)	Surface Totale (hectare - ha)
Lieux-dits	66	3 889	25,67 ha
Hammeaux (Saint Roch, Les Brosses)	26	1 875	4,87 ha
Proche du centre bourg/lotissements ou le long d'une départementale	28	3 576	10,01 ha
Total	120	3 380	40,55 ha

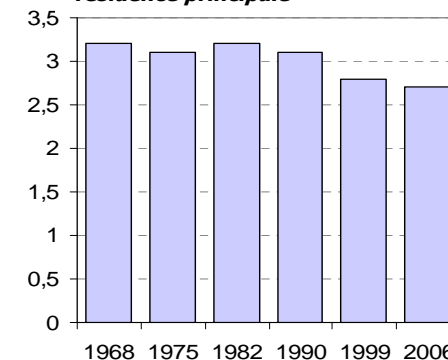
Chiffre clef : 10 bâtiments d'origine agricole ont été transformés en habitation individuelle entre 1980 et 2005

Un effet de mitage du territoire

Les habitations individuelles éloignées du centre-bourg, des lotissements et des routes départementales représentent le quart des constructions ayant eut lieu entre 1968 et 2005. Ce développement a contribué au renforcement des hameaux, dont Saint-Roch pour une part importante, et des lieux-dits. Certains lieux-dits résultent d'ailleurs de ce dynamisme puisqu'ils n'existaient pas avant. Ce dernier fait contribue au mitage des terres agricoles et s'est couplé avec la transformation d'une dizaine de bâtiments destinés initialement à un usage agricole en habitation individuelle.

Aujourd'hui, la commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui permet de protéger les terres agricoles face à la pression foncière résultante de sa proximité avec l'agglomération lavalloise.

Nombre moyen de personnes par résidence principale



Indicateurs : Quantité de voitures par résidence principale, temps de trajets Saint-Ouen / Laval Centre

Source : Insee, Enquête Transport CCPL (2009)

Proportion de ménages possédant une ou plusieurs voitures

	2006		1999		1990	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Ensemble	617	100	506	100	417	100
Aucune voiture	43	7	55	10,9	54	10,9
Au moins une voiture	574	93	451	89,1	363	87,1
- 1 voiture	197	31,9	184	36,4	175	42,0
- 2 voitures ou plus	377	61,1	267	52,8	188	45,1

Chiffres clefs : Temps de transports Saint-Ouën-des-Toits / Laval Centre

- Meilleur temps routier : 16 minutes
- Meilleur temps en transport en commun : 24 minutes

Une situation favorable au 'tout voiture'

La voiture occupe une place prépondérante pour la mobilité des Saint-Ouënnais. Les ménages sont de plus en plus nombreux à posséder un deuxième véhicule.

L'offre de transports en commun est composée d'un service d'autocar appelé *réseau Pégase* et d'un service de transport à la demande nommé *le Petit Pégase*. Le premier relie la commune à l'agglomération lavalloise et le second permet de se déplacer dans tout le Pays de Loiron.

Une étude menée par la communauté de communes du Pays de Loiron s'est intéressée aux temps nécessaires pour effectuer le trajet de Saint-Ouën jusqu'au centre de Laval. La voiture demeure la gagnante de la comparaison. A titre d'indications, les seules communes où il est plus rapide de prendre les transports en commun sont les communes desservies par le réseau ferroviaire.

Indicateurs : Evolution de la Surface Agricole Utile (SAU), de la main d'œuvre, du nombre et de la nature des exploitations

Source : AGRESTE, Recensement agricole 1988 et 2000

Evolution globale des exploitations agricoles entre 1988 et 2000

	Nombre			SAU Moyenne (ha)		
	1988	2000	Evolution	1988	2000	Evolution
Toutes exploitations*	85	65	-24%	22	24	9%
<i>dont exploitation professionnelle</i>	39	26	-33%	33	47	42%

* y compris exploitations sans SAU.

Evolution des superficies agricoles entre 1988 et 2000

	Exploitations			SAU (ha)		
	1988	2000	Evolution	1988	2000	Evolution
SAU des exploitations sièges	85	65	-24%	1844	1575	-15%
Terres labourables	49	29	-41%	635	814	28%
<i>dont céréales</i>	45	23	-49%	211	204	-3%
Superficie fourragère principale	85	65	-24%	1615	1304	-19%
<i>dont superficie toujours en herbe</i>	84	62	-26%	1206	761	-37%
Superficie en fermage*	50	30	-40%	980	967	-1%

* superficie en ha ou parc en propriété ou copropriété.

Orientation technico-économique des exploitations

	Exploitations		SAU (ha)	
	1988	2000	1988	2000
Ensemble	85	65	1844	1575
Dont :				
<i>grandes cultures</i>	0	0	0	0
<i>légumes, fruits, viticulture</i>	0	0	0	0
<i>bovins</i>	55	31	940	1282
<i>autres animaux</i>	21	22	385	270

Cheptel de toutes les exploitations

	Exploitations		Effectif	
	1988	2000	1988	2000
Bovins	68	42	2625	2293
<i>dont vaches</i>	57	33	1064	851
Volailles	66	29	6880	29517

Evolution de la main d'œuvre entre 1988 et 2000

	2000	1 988
Chefs d'exploitations et coexploitants	67	86
<i>dont à temps complet</i>	31	39
Population familiale active sur les exploitations	92	143
Unités de travail annuel (y.c. ETA-CUMA)*	68	104
<i>UTA familiales</i>	56	88
<i>UTA salariées</i>	12	15

* Entreprises de travaux agricoles (ETA), Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA)

La Surface Agricole Utile désigne l'ensemble du territoire consacré à la production agricole. Elle est composée de terres cultivées ou en jachère, de surfaces toujours en herbe (prairies permanentes etc.) et de cultures pérennes (vignes, vergers etc.).

Une baisse générale de la surface agricole commune

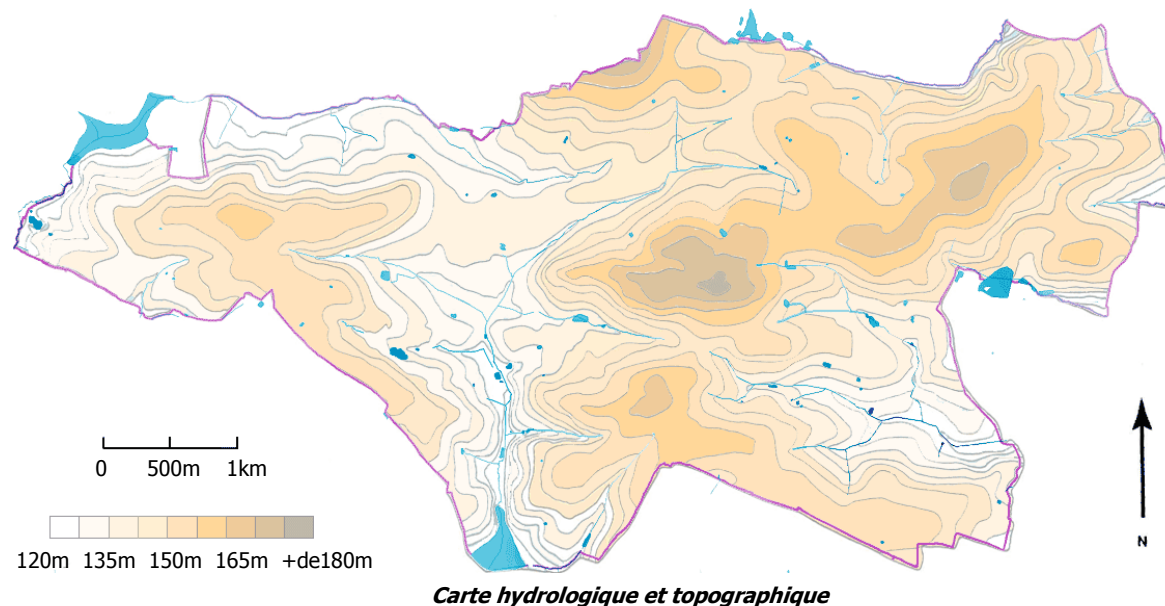
La surface totale des terres destinées à l'agriculture ont diminué de 15% entre 1988 et 2000 passant de 1844 à 1575 hectares. Les exploitations et les personnes y travaillant sont moins nombreuses. De l'autre côté, ces cessations ont permis à certains exploitants de s'agrandir. On observe que celles restantes ont en moyenne une surface qui s'est agrandie et cela d'une manière très nette pour les exploitations principales passées de 33 à 47 hectares soit 42% d'augmentation.

La production des élevages a augmenté

Concernant les élevages de volailles, la hausse est spectaculaire. Les effectifs dénombrés en 2000 sont quatre fois plus important qu'au recensement agricole précédent où les exploitations concernées étaient deux fois plus nombreuses. Vis-à-vis des bovins, la vision seule du nombre d'animaux montre une faible baisse et cache une augmentation de ce nombre par exploitation. En effet, le cheptel moyen de bovins était composé de 39 animaux contre 55 en 2000. La SAU dédiée à l'élevage bovin a par ailleurs augmenté de près de 300 hectares.

EQUILIBRES ECOLOGIQUES

➤ Réseau hydrographique



La commune se situe sur le bassin versant de la Mayenne. Le relief du territoire est relativement sinuieux et influe sur la morphologie du réseau hydrographique. Saint-Ouën-des-Toits se trouve à la confluence de trois sous-bassins :

- Le sous-bassin du Vicoin occupant la majeure partie du territoire.
- Le sous-bassin de l'Ernée pour une frange du territoire au nord-est du bourg.
- Le sous-bassin de la Mayenne région de Laval qui concerne des terres à l'est du bourg.

La qualité des eaux superficielles et souterraines de la commune n'est pas connue

Aucunes données ne permettent de statuer sur la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Le bassin versant du Vicoin fait l'objet d'un Contrat de Restauration et d'Entretien (CRE)

La restauration de la continuité de la ligne d'eau, l'amélioration de la qualité de l'eau et du fonctionnement hydraulique du bassin du Vicoin ont motivé la création d'un CRE signé le 26 novembre 2007 avec l'Etat, l'Agence de l'eau et le Conseil Général. Six années seront nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

L'étude préalable s'est intéressée à une portion du Vicoin débutant à la commune d'Olivet et allant jusqu'à sa confluence avec la Mayenne. La qualité de l'eau y est jugée passable. Les paramètres déclassant sont les matières organiques et oxydables, les nitrates et les matières phosphorées. L'état du cours d'eau a été jugé en amélioration et aucuns risques majeurs ne pèsent sur l'atteinte de son bon état écologique d'ici 2015 (*objectif européen*).

Gestion de l'eau et des milieux

➤ Approvisionnement et assainissement

Synthèse des rapports annuels du SIAEP de Saint-Jean-Sur-Mayenne de 2001 à 2007

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Abonnés							
Nombre d'abonnés domestiques SIAEP (1)	3 287	3 319	3 356	3 498	3 372	3 388	3 653
Nombre total d'abonnés	3 345	3 411	3 450	3 543	3 621	3 672	3 725
Nombre d'abonnés Saint-Ouënnais SOdT	642	651	653	662	701	N.C	711
Prélèvement de la ressource dans le milieu naturel (m3)							
Prélèvement annuel	N.C	N.C	1 165 329	1 028 015	1 047 714	975 269	948 359
Volumes mis en distribution et consommés (m3)							
Production annuelle	869 273	897 396	966 185	904 582	942 338	913 984	870 950
Volume exporté hors communes du SIAEP	-333 508	-385 820	-418 982	-352 247	-381 576	-368 147	-346 352
Volume mis en distribution au sein du SIAEP	535 765	511 576	547 203	552 355	560 762	545 837	524 598
Volume conso domestique (2)	336 419	294 845	N.C	222 999	271 310	240 484	295 389
Volume conso non domestique	104 166	115 820	N.C	85 964	183 082	182 630	105 258
Volume total consommé	440 585	410 665	424 527	308 963	454 392	423 114	400 647
Moyenne conso annuelle domestique (2)/(1) (m3)	102	89	N.C	64	80	71	81

L'approvisionnement en eau potable de la commune est géré par le syndicat intercommunal d'adduction en eau potable (SIAEP) de Saint-Jean-Sur-Mayenne. L'eau provient intégralement de la Mayenne.

Le prix de l'eau pour les abonnés Saint-Ouënnais est proche de la moyenne départementale

Ce prix varie d'un syndicat à l'autre en fonction de la ressource en eau exploitée, des traitements nécessaires pour la rendre potable et de la réalisation ou non de programmes d'investissement ou de renouvellement par les collectivités.

Les boues issues de la station d'épuration sont valorisées

Le volume produit fluctue d'une année à l'autre. Elles sont valorisées sur des terres agricoles de la commune.

Prix de l'eau (2004) :

Saint-Ouën-des-Toits : 1,86 €/m³

Moyenne départementale : 1,71 €/m³

(Minimum : 1,03 €/m³ et Maximum : 2,65 €/m³)

Source : Schéma départemental AEP Horizon 2015

Assainissement – Chiffre clefs :

Capacité actuelle de traitement

- Lagunes de Saint Roch : 150 eq/hab
- Station d'épuration : 1200 eq/hab

(eq/hab : équivalent/habitant)

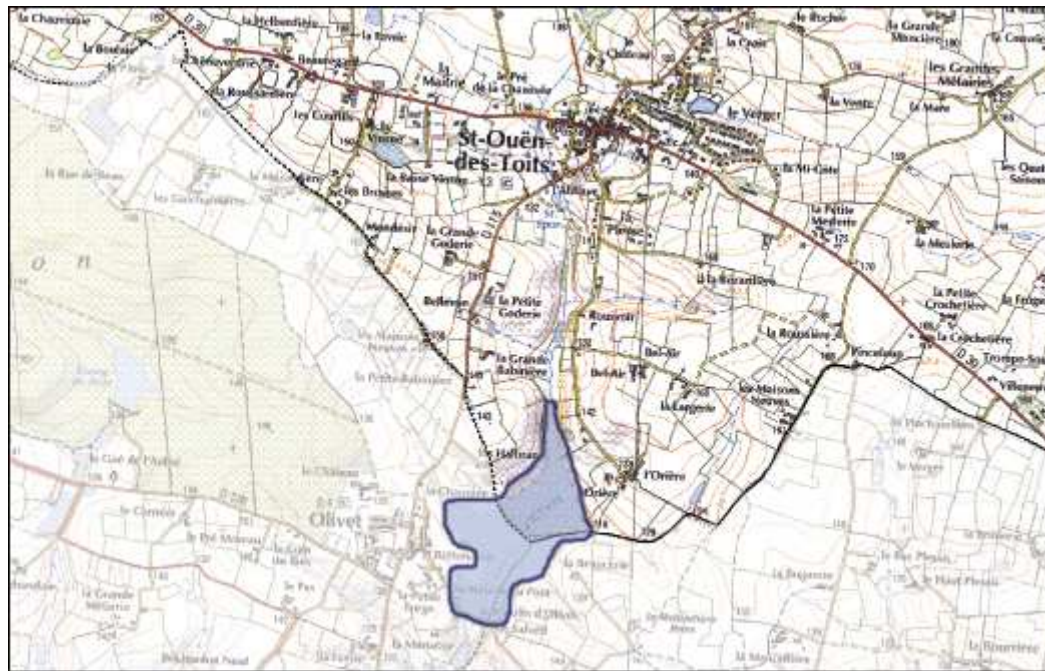
Production de boues

Entre **5 et 9,5 T de MS/an** entre 2003 et 2008

(MS : Matière sèche)

Une nouvelle station d'assainissement des eaux usées est en construction

Le remplacement de la station actuelle de traitement des eaux usées s'est révélé nécessaire pour régler les problèmes liés à sa saturation. Certains paramètres analysés pour déterminer la qualité des eaux rejetés ont atteint à plusieurs reprises des taux plus élevés que ceux exigés par la réglementation (notamment la DBO5, DCO et MES).



■ ZNIEFF de l'étang d'Olivet

Source : D'après DIREN Pays de la Loire (2003), fond cartographique IGN 1999

Une ZNIEFF² de type II partagée avec les communes d'Olivet et du Genest-Saint-Isle

Ce patrimoine naturel représente une étendue de 29 hectares qui comprend l'étang d'Olivet et les pâturages aux alentours dits *mésophiles*. Il présente de multiples intérêts biologiques. D'un point de vue botanique, il abrite une espèce végétale figurant sur la liste déterminante des Pays de la Loire. Le plan d'eau est le lieu d'hivernage et de stationnement de nombreux anatidés (la famille des canards) dont quatre figurent sur la liste déterminante régionale accompagnés de deux espèces migratrices occasionnelles.

Un projet de valorisation touristique et environnemental de ce patrimoine a été initié avec les communes d'Olivet et du Genest-Saint-Isle au niveau intercommunal.

La biodiversité du territoire communal est mal connue

D'une manière générale, les milieux naturels de la commune sont encore assez méconnus.

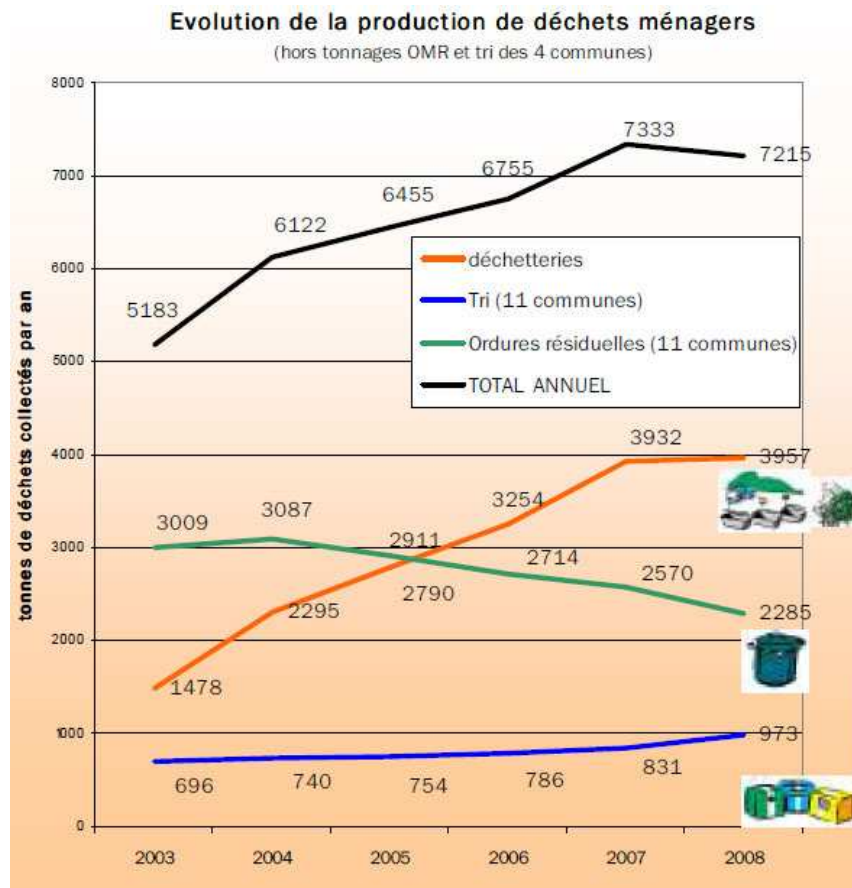
² Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Déchets

➤ Gestion et production de déchets

Indicateurs : Production de déchets ménagers, dynamisme et qualité du service de collecte de déchets ménagers, valorisation énergétique des ordures ménagères

Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers 2008 du Pays de Loiron



La gestion des déchets ménagers est du ressort de la CCPL

La CCPL (communauté de communes) s'occupe de la gestion des ordures ménagères pour 11 communes du canton (sur 15). Cela comprend, un service de collecte des ordures ménagères, une plate-forme de compostage des végétaux, des points d'apports volontaires pour le tri sélectif ainsi que deux déchetteries (*divers encombrants...*).

Un service de qualité et évolutif

La collecte de déchets ménagers a obtenu la labellisation « Qualitri » en 2008. Ce label est décerné pour 3 ans par deux organismes publics (ADEME et EcoEmballages) dans le but de reconnaître des démarches de gestion exemplaire.

En outre, le service a mis en place 3 nouvelles filières d'élimination des déchets en 2009 : les déchets d'équipements électriques et électroniques (D.E.E.E), le bois provenant de palettes et une filière expérimentale pour le polystyrène.

Les ménages ont moins produit de déchets entre 2007 et 2008

Le volume global de déchets ménagers des 11 communes a diminué de 1,6% entre 2007 et 2008. Rappelons que le Pays de Loiron connaît une croissance démographique comprise entre 2 et 3 % par an.

Plus de la moitié des ordures ménagères résiduelles sont valorisées énergétiquement

Toutes les ordures de la CCPL ne sont pas valorisées énergétiquement. Certaines le sont au centre de valorisation énergétique de Pontmain tandis que d'autres sont destinés à des centres d'enfouissement de déchets de Classe 2 (Changé et Saint-Fraimbault).

Le volume valorisé des O.M.R énergétiquement équivaut à 61% pour l'ensemble des communes de la CCPL. Ce taux est de 75% pour les onze communes dont la collecte est assurée par la CCPL.

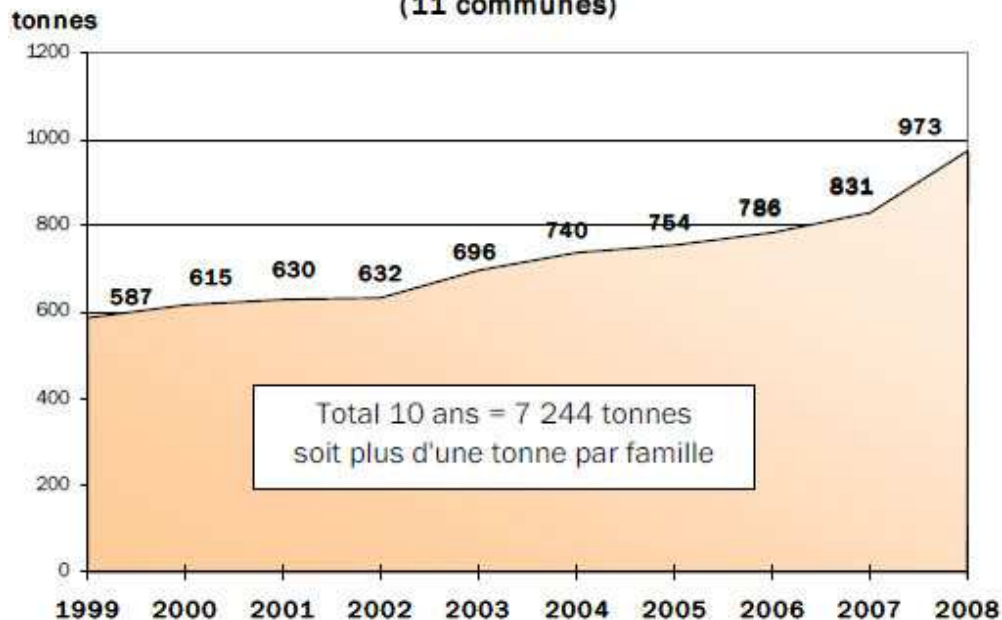
Déchets

➤ Tri et valorisation

Indicateurs : Tonnage de matériaux recyclables collectés, taux de refus, fréquentation des déchetteries, actions de sensibilisation

Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers 2008 du Pays de Loiron

Collecte des matériaux recyclables (11 communes)



La pratique du tri progresse au fil des ans chez les habitants

Le tri se fait via des points de collecte nécessitant l'apport volontaire des habitants. Il y en a deux sur la commune.

Au niveau intercommunal, la pratique du tri progresse régulièrement avec une croissance moyenne de 4 à 5% d'année en année. Entre 2007 et 2008, cette croissance a atteint le taux de 17%. Près de 30% de ces ordures ont ainsi été détournées de la poubelle pour être recyclées.

Entre 2007 et 2008, les taux de refus sont légèrement en baisse (16,6% corps creux et 2,84% corps plats) malgré l'augmentation des tonnages collectés.

Les fruits de la collecte sont ensuite acheminés vers différents repreneurs afin qu'ils soient transformés en matières premières secondaires. En outre, sur l'année 2008, ces efforts ont permis d'économiser la consommation moyenne en eau de 50 personnes et en électricité, celle de 160 personnes.

La fréquentation des déchetteries est en hausse

Les déchetteries intercommunales ont enregistré près de 44 000 passages en 2008. Cela représente une moyenne de 2,7 visites par habitant et une progression de 4,6% par rapport à 2007. En outre, la déchetterie de Port-Brillet enregistre 4 passages sur 5.

Concernant les D.E.E.E, notons que l'objectif fixé par le cadre réglementaire est atteint (4 kg de D.E.E.E par habitant et par an sur un gisement total estimé à 14 kg).

Des actions de sensibilisation à destination des particuliers pour favoriser la réduction des déchets à la source

Le service Environnement de la CCPL propose de suivre des familles témoins sur toute une année. Les résultats obtenus sont très encourageants avec une diminution significative du volume moyen d'ordures ménagères résiduelles (*chiffres 2007-2008 : moyenne fixée à 180kg pour les familles du Pays de Loiron et seulement 70 kg pour les familles témoins*). Ces résultats sont obtenus essentiellement par la pratique du compostage individuel.

